

Texte d'orientation du congrès ACADÉMIQUE

20 mai 2016

Le mouvement interprofessionnel et intergénérationnel contre la loi Travail (dite loi El Khomri) est encore en cours à l'heure où ce texte est rédigé. Ce mouvement sonne le réveil d'une contestation sociale que l'on avait cru voir étouffée pour longtemps après la séquence mortifère des attentats du 13 novembre 2015 et de l'instauration de l'Etat d'urgence par le pouvoir en place. En quelques semaines, sous l'aiguillon d'une jeunesse en révolte contre un ordre social de plus en plus injuste et contre un gouvernement parmi les plus serviles vis-à-vis des intérêts des riches et des patrons, une frange significative du monde du travail reprend le chemin des luttes d'ensemble et se prend à espérer une première victoire significative sur le terrain social depuis près de 10 ans, si l'on se réfère à celle remportée en 2006 contre le gouvernement de l'époque, obligé de retirer son CPE. Le mouvement actuel, revivifiant, qui mêle jeunes et moins jeunes, salariés du public et du privé, précaires et fonctionnaires, privés d'emploi et retraités, redonne à notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale toutes ses raisons d'être, si nous avons pu en douter les années passées, années de vaches maigres en termes de mobilisations sociales d'ampleur, années marquées par des résultats décourageants aux élections professionnelles et par un recul préoccupant de nos effectifs. Ce qui se passe en profondeur dans la société, parfois à des échelles un peu moléculaires mais tellement prometteuses, doit nous encourager à continuer plus que jamais, malgré toutes les difficultés au quotidien, à agiter notre drapeau rouge et noir au sein des manifestations et à renforcer notre syndicat, dont l'utilité n'a jamais été aussi palpable que lors des mobilisations sociales.

Cela doit se dessiner concrètement par plusieurs priorités pour l'année scolaire prochaine :

- 1) Recruter une nouvelle génération dans notre champ professionnel parmi la frange de celles et ceux qui ne veulent être ni « chair à patrons, ni soldat docile de la reproduction

sociale ». Il est urgent de rajeunir nos effectifs... si nous ne voulons pas devenir un syndicat de retraité-e-s et de quinquagénaires... (camarades dont les qualités ne sont plus à démontrer, ce n'est pas le problème !). Cela veut dire : assurer une présence régulière à l'ESPE, surtout au début de l'année (tables d'info, tractages, affichages), faire un numéro spécial du journal en septembre à destination des nouveaux collègues (un quatre pages : « rejoindre l'éducation nationale et rejoindre Sud Education, pour quoi faire » ?), proposer des stages de formation syndicale attractifs pour des nouveaux collègues qui allient réflexion sur l'école que nous voulons et la société que nous voulons et la défense d'un statut de plus en plus menacé par des contre-réformes ultra-libérales, dynamiser nos assemblées générales par des discussions thématiques en lien avec les préoccupations sociétales dépassant le cadre de notre champ professionnel (écologie, nouvelles technologies, sciences, culture...), renforcer notre communication virtuelle (site et lettre d'info électronique), avoir des cortèges actifs et bruyants dans les manifestations... Aucune de ces propositions n'est en soi une recette miracle, mais en les combinant, nous renforcerons nos chances de recruter parmi les jeunes collègues.

- 2) Être à l'initiative (au niveau académique) d'un front de lutte contre la précarité dans l'éducation : proposer aux autres organisations syndicales (et ensuite faire avec celles qui répondront d'accord) une campagne d'agitation contre les statuts précaires (sur plusieurs mois) et initier à l'échelle locale (agglomérations ou morceaux de département) des regroupements de salariés précaires, avec des formes d'auto-organisation (collectifs) mais soutenus par les syndicats. Le but serait de donner aux personnels précaires la confiance suffisante (par le nombre et par la protection garantie par les organisations syndicales) de se mettre en bagarre à une échelle départementale pour exiger leur embauche sans conditions de diplôme ni de nationalité. Et évidemment en entamant un mouvement chez les personnels titulaires dans le même temps en solidarité active. Cette campagne agitative

sera un des vecteurs de tentative de débordement des cadres dressés par les grandes organisations syndicales pour segmenter notre profession.

- 3) Renforcer notre implication dans l'interpro, (parce que c'est de notre responsabilité que se nouent concrètement des liens entre militants et salariés soucieux de la promotion d'une autre société) notamment dans les instances des Solidaires 76 et 27 : cela passe concrètement par mandater au moins deux camarades aux réunions des conseils départementaux et assurer des permanences pour les Solidaires locaux) ; renforcer notre implication dans des cadres plus larges de résistance, cruciaux pour le rapport de forces entre les camps sociaux : le RESF, les Collectifs contre l'Etat d'urgence (dont les noms peuvent varier), les collectifs « ZAD » (contre Notre-Dame-des Landes et tous les grands projets inutiles), les collectifs contre la répression militante, syndicale ou politique.
- 4) Renforcer la diffusion de notre presse militante, tout en lui conservant son caractère « subversif », en ciblant de nouveau des zones de diffusion prioritaires dans l'ensemble de l'académie (Dieppe, Evreux, Hauts de Rouen, Hauts du Havre ...)
- 5) Organiser quoiqu'il arrive des heures d'information syndicale de manière mensuelle partout où nous pouvons le faire, redonner vie à des ag de secteurs, mêlant personnels du premier et du second degré... aujourd'hui quasi disparues ou presque. En un mot, faire l'apprentissage de la démocratie avant que celle-ci ne s'impose à nous dans les mouvements.